

L'horizon s'assombrit pour l'agriculture gersoise

En cause, Mercosur, CETA, et zones défavorisées :



L'horizon s'assombrit pour l'agriculture gersoise

A l'occasion de sa visite à Castelnau d'Arbieu, ce jeudi après-midi 4 juillet, pour défendre le dynamisme de l'agriculture biologique dans le Gers, Philippe Martin, président du Département du Gers, a exprimé son inquiétude vis à vis de l'accord Mercosur.

"Feu vert pour le CETA, feu presque vert pour l'accord Mercosur, feu toujours rouge pour les 150 éleveurs gersois exclus des zones défavorisées, les décisions récentes du Gouvernement assombrissent un peu plus l'horizon de l'agriculture gersoise, et singulièrement de son élevage.

Avec la possibilité offerte au Brésil, à l'Argentine, à l'Uruguay et au Paraguay d'exporter vers l'Europe 99 000 tonnes de viande bovine et 100 000 tonnes de volailles, sans droits de douane et dans des conditions d'élevage qui ne répondent pas aux standards sanitaires de notre agriculture, nos élevages traditionnels vont être lourdement pénalisés par les indéniables avantages concurrentiels accordés à ces exportations vers l'Europe.

De plus, au moment où l'urgence climatique s'impose avec force, on est en droit de s'interroger sur l'impact environnemental de ces accords. Le coût carbone du transport sera un très mauvais signal dans la lutte contre le réchauffement climatique, alors même que nous disposons, en quantité et en qualité, des élevages nécessaires à la consommation européenne.

Avec les Parlementaires gersois et l'ensemble des organisations syndicales agricoles, nous devons multiplier les initiatives afin que la France ne ratifie pas ces accords, et que le Gouvernement trouve enfin une solution financière concrète pour les exploitations injustement sorties de la carte des Zones défavorisées."

Philippe Martin, président du Département du Gers